

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

E D U C A T I O N S A N I T A I R E

E N C O T E D ' I V O I R E

Rapport présenté par
Docteur SERIE Gnapé Félix,
Commission des Affaires Sociales
et Culturelles.

Avril 1983

EDUCATION SANITAIRE EN COTE D'IVOIRE

INTRODUCTION

I/ - LA SANTE PUBLIQUE

- I - 1 - Définition
- I - 2 - Obstacles à la promotion de la Santé
- I - 3 - Conception de médecine pour une meilleure santé
- I - 4 - Organisation de la Médecine préventive en Côte d'Ivoire
- I - 5 - Médecine Rurale.

II/ - L'EDUCATION SANITAIRE. -

- II - 1 - Rôle de l'Education Sanitaire dans la promotion de la Santé.
- II - 2 - Organismes participant à la promotion sanitaire.

1 - Ministère de la Santé Publique

- A) - Service d'Education Sanitaire de l'Institut National de Santé
- B) - Service National d'Education Sanitaire.
 - a) - Programme d'Education Sanitaire pour l'emploi de l'eau.
 - b) - Programme de la Protection de la mère et du jeune enfant,
 - c) - Programme National d'Education Nutritionnelle
 - d) - Participation à la Coupe Nationale du Progrès.

- C) - Education Sanitaire Permanente.
 - 2) - Réforme des Etudes Médicales,
 - 3) - Réforme de l'Enseignement
 - 4) - Réforme du Service Civique
 - 5) - Réforme de l'Education Populaire
 - 6) - Département de l'Environnement
 - 7) - Information.

CONCLUSION.

I N T R O D U C T I O N

Pourquoi une éducation spéciale pour promouvoir et développer la santé individuelle et collective ? Et quel rôle peut jouer cette éducation dans l'essor de la Santé publique dans notre pays en voie de développement ?

Avant d'aborder ce sujet, il convient de rappeler la définition du mot "Santé", arrêtée en 1963 par l'O.M.S. et au moment où le compte à rebours a commencé pour atteindre l'objectif fixé, c'est-à-dire "la santé pour tous en l'an 2000", il importe aussi de concevoir et de définir des structures de médecine et une éducation pour le développement de la santé pour toutes nos populations.

L'étude comportera, dans une première partie, la définition de la Santé et le panorama des structures de lutte contre les maladies transmissibles et carencielles en Côte d'Ivoire.

La deuxième partie sera consacrée à l'éducation sanitaire proprement dite, et enfin, la conclusion de l'exposé.

I - LA SANTE PUBLIQUE

I - 1. - Définition de la Santé. -

" La Santé est un état de progrès du bien-être physique, mental et social".

Depuis la révolution technique de l'après-guerre mondiale, la santé n'est plus seulement une absence de maladie; en effet, l'état de santé d'un individu doit tenir compte de son milieu ambiant, son environnement tant biophysique qu'humain. Le niveau de santé et le niveau de vie étant deux phénomènes étroitement liés, on peut affirmer que la voie qui mène à la santé publique d'une nation passe tout d'abord par le développement socio-économique et culturel.

La promotion et l'essor de la santé des populations sont liés à un ensemble de données qui sont : développement de l'éducation scolaire, développement du civisme, de l'hygiène individuelle et collective.

I - 2. - Obstacles à la promotion de la Santé. -

Les maladies d'aujourd'hui ont d'autres causes que les microbes. Ce sont le plus souvent : l'ignorance, la malnutrition, la faim, l'urbanisme. En effet, l'essor de la santé est souvent freiné par des obstacles sociaux ou facteurs culturels. Parmi ces facteurs, il faut retenir l'archaïsme des mentalités et des comportements sociaux, le fanatisme religieux, le culte du renoncement, le fatalisme avec sa stagnation sociale, les tabous et les totems alimentaires.

.../...

La lutte contre ces obstacles sociaux comporte un choix : la transformation des mentalités des Ivoiriens par une éducation appropriée en vue d'une meilleure santé.

I - 3. - Conception de médecine pour une meilleure santé. -

Les structures sanitaires du pays sont en fonction de nos ressources. Malgré son relatif développement économique, la Côte d'Ivoire demeure encore un pays sous-équipé. Nos possibilités de lutte contre les maladies transmissibles sont encore diamétralement opposées à celles de l'Occident. Le panorama de notre médecine n'a pas le même visage que les méthodes sophistiquées utilisées en Europe Occidentale ou en Amérique du Nord.

En Occident, la médecine est individuelle, familiale et libre. On compte un médecin pour 500 habitants. Le malade qui a le souci de sa santé place sa famille sous la protection sanitaire de son Praticien.

La médecine occidentale est coûteuse. Elle convient parfaitement à l'esprit et à la mentalité des populations dont l'économie et le niveau intellectuel sont harmonieusement développés. L'hygiène est réellement entrée dans leurs mœurs. Cette médecine n'a pas besoin de support spécial pour atteindre le bien-être de ses populations.

Chez nous, au contraire, le sous-développement, l'ignorance et les obstacles sociaux constituent des facteurs gênants pour la promotion élémentaire de la santé, surtout en zone rurale.

.../...

I - 4. - Organisation de la médecine préventive en Côte d'Ivoire. -

La moitié des médecins travaillant en Côte d'Ivoire réside dans la Commune d'ABIDJAN - plus de la moitié du budget de fonctionnement du Ministère de la Santé est consacrée aux grands hôpitaux. Les zones rurales doivent se contenter du reste du budget.

Comment donc, dans ces conditions, lutter efficacement contre les maladies transmissibles et carencielles en zone rurale ? Faut-il donner un centre de santé à chaque village pour résoudre le problème sanitaire Ivoirien ? On est tenté de répondre par l'affirmative. En effet, c'est une solution ambitieuse. Malheureusement, elle est extrêmement coûteuse et irréalisable eu égard aux moyens matériels, financiers et humains du Ministère de la Santé. Même les pays les plus développés n'ont pas cet appareil sanitaire idéal. Aucun pays ne peut prétendre assumer la charge de satisfaire entièrement les exigences de santé de sa population, car plus un pays se développe, plus les besoins et la demande de santé croissent sans cesse. En raison de cette évolution, les pays du Nord mettent un accent particulier sur la transformation des mentalités des populations par la publicité permanente qui assure finalement un cadre de vie meilleure.

I - 5. - Médecine Rurale. -

Par son essor économique, notre pays attire de nombreux étrangers, surtout des travailleurs saisonniers en provenance des Etats voisins. L'infiltration non contrôlée de cette main d'œuvre rend précaire l'équilibre sanitaire et fausse toute prévision démographique. Pour toucher la totalité de la masse rurale, il faut une structure spéciale de médecine, simple, économique, ambulatoire et rentable ayant pour support une éducation sanitaire.

.../...

Les tâches de ce service sont le dépistage préventif et précoce des maladies transmissibles et carencielles, les vaccinations classiques et élargies, le contrôle des eaux de boisson.

II / - L'EDUCATION SANITAIRE

L'éducation pour la santé est le catalyseur de la promotion de la santé. Elle est un concept comparable à l'engrais que le planteur fournit au sol, en vue d'une bonne récolte. Le succès de l'action sanitaire a pour toile de fond l'évolution sociale et culturelle de l'Ivoirien. La promotion de la santé est en fonction de la mentalité de nos compatriotes, de leur perméabilité aux conseils d'hygiène et de leur souci de protection sanitaire individuelle et collective.

II - 1. - Rôle de l'Education Sanitaire dans la promotion de la santé. -

L'éducation sanitaire n'est nullement un secteur de la médecine mais bien un support indispensable à la réussite de tout programme d'action sanitaire qui demande la participation de la population. L'éducation sanitaire transforme de façon durable les comportements de cette population de manière à la rendre responsable de sa propre santé. Son but dans un programme sanitaire est d'obtenir l'adhésion volontaire et la participation massive de ladite population, grâce à des méthodes et à des moyens adaptés à son esprit. Mais pour cela, il faut une autre mentalité, créer un nouvel Ivoirien perméable aux notions d'hygiène, plus soucieux de la prévention des maladies que de la consommation abusive non contrôlée des médicaments.

L'éducation sanitaire apporte une aide à l'efficacité des programmes de prévention et de soins primaires. Elle est pratiquée à des degrés divers par tous les Etats/^{Membres} de l'Organisation Mondiale de la Santé. Grâce à cette éducation, la Chine Populaire a fait un pas de géant dans l'éradication de certains fléaux comme la bilharziose et les maladies à transmission sexuelle. Elle a mis sur pied une structure de soins

élémentaires adaptés à l'esprit chinois, c'est-à-dire la soumission complète aux mots d'ordre du Parti, le civisme et le nationalisme radical.

Il faut rappeler que l'Education pour la Santé n'est pas un paramètre de la médecine pour le Tiers-Monde. Il existe depuis 30 ans une Association des Educateurs des Pays du Nord dénommée "Union Internationale pour la Santé". Son objectif principal est la sensibilisation des Etats-Membres de l'O. M. S. à la promotion de la Santé par la prévention, la sauvegarde de l'environnement biophysique en vue de l'Horizon "An 2000" dont le compte à rebours vient de commencer. Le bonheur de l'homme Ivoirien est à ce prix.

II - 2. - Organismes participant à la promotion sanitaire. -

- 1. - Ministère de la Santé Publique et de la Population.

C'est à ce Ministère que revient le rôle privilégié de promouvoir l'éducation sanitaire sans laquelle toute politique sanitaire, tout programme de santé sont voués à l'échec, tant au niveau des structures préventives et curatives qu'au sein même de la population concernée. En effet, toute campagne nationale de vaccinations élargies, de prospection et de dépistage d'endémie lépreuse ou trypanique, non accompagnée de préparation de la population aux pratiques de déroulement des séances médicales est d'avance condamnée à un résultat médiocre, voire un échec retentissant, car l'information du public et la conscientisation du personnel administratif, politique, des enseignants et des chefs coutumiers sont des facteurs non négligeables pour le succès des programmes établis.

Il existe des services spécialisés du Ministère de la Santé, chargés de promouvoir l'éducation de la santé.

.../...

A) - Service d'Education pour la Santé de l'Institut National de la Santé. -

Les Objectifs de ce service sont :

- Enseignement de l'éducation sanitaire destiné aux paramédicaux : infirmiers, sages-femmes, assistants sociaux.
- Prestations de service : A la demande des diverses sections de l'Institut, il organise des séances publiques d'éducation prénatales, nutritionnelles, destinées aux femmes d'Abidjan.
- Participation aux différents programmes nationaux d'éducation pour la Santé (hydraulique villageoise, programme élargi de vaccinations.
- Formation d'agents de développement sanitaire : du Ministère de la Condition Féminine, Corps de la Paix, Mouvements d'animation privés ou confectionnels.
- Participation à la confection d'émission de la Télévision de l'Extra-scolaire.
- Participation aux Programmes de Recherche (Dépistage et prophylaxie des carences alimentaires de l'Enfant Ivoirien, étude de l'environnement et mise en place de la meilleure stratégie éducative.

En guise de conclusion, on peut dire que les prestations et les expériences éducatives menées au sein de l'Institut ne dépassent guère les limites de cette institution.

.../...

B) - Service National d'éducation sanitaire. -

Il est chargé des programmes nationaux d'éducation sanitaire. Il évolue en dehors de l'Institut National de la Santé en zone rurale en collaboration avec les responsables des Secteurs de Santé Rurale.

a) - Programme d'Education Sanitaire pour l'emploi de l'eau potable (hydraulique villageoise). Ce programme a démarré en 1981 par une préévaluation de l'état des ouvrages hydrauliques et une étude épidémiologique qui permettra de :

- déterminer les attitudes de ces populations vis-à-vis de l'eau des puits,
- apprécier l'état d'assainissement des villages et l'état de santé de la population,
- amener les villageois à entretenir les puits,
- sensibiliser les villageois sur la nécessité de consommer de l'eau des puits afin de faire baisser progressivement le taux de mortalité et de morbidité dues aux maladies hydriques,
- assurer une éducation sanitaire permanente en vue d'amener à long terme les populations rurales à prendre en compte leur propre santé.

L'étape actuelle de ce programme sont les régions de DALOA - MAN - DANANE - TOUBA - BOUNA - BONDOUKOU - BOUAKE YAMOISSOUKRO - BOUNDIALI et KORHOGO.

Son exécution est confiée aux Agents de Développement Sanitaire (A. D. S.) formés pendant dix semaines avec le concours des médecins spécialistes de santé publique, des techniciens de la SODECI, des sociologues et des spécialistes en communication.

.../...

Les A. D. S. ont pour rôle d'informer et de former les villageois aux techniques sommaires d'assainissement (construction et utilisation de latrines et douchières, utilisation de dépotoir loin du village et en aval, aux techniques d'entretien des ouvrages hydrauliques (construction de clôture, de rigole d'évacuation des eaux usées, de puits perdus) et en éducation sanitaire (prophylaxie des maladies liées à l'eau. Ils ont aussi la tâche de mettre sur pied le Comité Sanitaire Villageois (C. S. V.)

Ce programme qui doit couvrir tout le territoire national cause des difficultés financières que les responsables rencontrent déjà pour payer les A. D. S. qui n'entendent pas faire ce travail éducatif bénévolement.

b) - Programme de la Protection de la Mère et du jeune enfant. -

Le programme a démarré en 1980 par une enquête d'opinion sur les vaccinations. Ce projet vise à impliquer le public à ce qu'il soit informé de l'intérêt des vaccinations. Il s'agit donc d'améliorer la participation de la population aux séances de vaccinations.

Les conclusions de l'enquête d'opinion demandée par le Service National d'Education Sanitaire ont montré la somme de travail qu'il y a à faire en Côte d'Ivoire dans le domaine de la promotion de l'Education pour la Santé :

- 80 % d'Ivoiriens ignorent les causes de la plupart des maladies. Ce qui pose le problème de leur prévention;

- 51 % de la population sont pour la vaccination de leurs enfants, mais craignent les réactions post-vaccinales. Pourtant il y a quasi-unanimité sur les avantages de la vaccination systématique de tous les enfants.

.../...

c) - Programme National d'Education Nutritionnelle. -

D'après certains travaux, la situation nutritionnelle de la population infantile préscolaire est catastrophique (le taux est de 33 %). Grâce à l'éducation nutritionnelle et démonstrations diététiques dans les P.M.I., dispensaires et centres sociaux on amorce déjà une baisse du taux de malnutrition dans les zones urbaines, périurbaines et dans certains villages.

L'objectif du projet est de faire régresser le pourcentage d'enfants malnutris de 0 à 5 ans du Territoire. Le programme est basé sur les Centres médico sociaux et les P.M.I. des zones rurales. Le bilan se présente sous un angle optimiste. A cette éducation il convient d'ajouter l'opération "Allaitement Maternel". L'allaitement maternel permet d'obtenir un enfant équilibré, affectueux. Il est une prévention des maladies carencielles du sevrage.

d) - Participation à la Coupe Nationale du Progrès. -

Le Service est représenté à la Commission Nationale de la Coupe Nationale du Progrès. Cette représentation vise à amener les villageois à adopter de bonnes attitudes vis-à-vis des facteurs de santé : hygiène de l'habitat, eau potable, assainissement du village.

Conclusion : Ce service est très actif et opérationnel. Malheureusement il existe le problème de maîtrise de la structure de production de matériel pédagogique. En effet, il est important que des moyens humains et matériels soient mis à la disposition de ce service pour atteindre ses objectifs, c'est-à-dire la desserte complète des zones rurales.

.../...

C) - Education Sanitaire permanente. -

De tout temps, les sages femmes et les infirmières puéricultrices pratiquent, en dehors des programmes nationaux, des séances d'éducation sanitaire permanente dans les Centres de P. M. I.

Les Médecins et les infirmiers donnent également des conseils d'éducation sanitaire dans les bases des Secteurs de santé rurale, les Centres de santé scolaire, les circuits de traitement en zones rurales.

On peut conclure ce chapitre en disant que l'action du Département de la Santé, bien que positive, se voit entravée voire endiguée par des facteurs gênants qui ne dépendent pas de lui. En effet, l'œuvre pour la promotion de l'Education Sanitaire doit être globale, collective, définie par le Gouvernement et acceptée par la Communauté Nationale. C'est une tâche de longue haleine, une véritable éducation qui commence dans la famille en passant par l'Ecole Maternelle, primaire, secondaire et s'achève à l'Usine ou à l'Université. Elle est transmissible aux descendants. Son objectif est de transformer les mentalités. Pour atteindre cet objectif, il faut des réformes au niveau des organismes publics qui participent à la promotion de l'Education pour la Santé.

- 2. - Réforme des Etudes Médicales. -

L'évolution de la médecine en Afrique restera inachevée aussi longtemps qu'il n'y aura pas un changement fondamental du comportement des médecins. Il s'agit de transformer l'esprit du corps médical, la mentalité du personnel de la Santé.

La réforme médicale doit conduire non seulement au diagnostic et à la guérison des malades, mais également à l'étude de l'homme dans sa globalité : psychologie, cadre de vie.

.../...

Le curriculum d'enseignement des études médicales, obstétricales et des soins infirmiers en Côte d'Ivoire doit mettre l'accent sur la prévention et l'éducation sanitaire. De longs stages pratiques obligatoires en zone rurale en dehors des centres hospitaliers d'ABIDJAN sont nécessaires pour faire comprendre mieux à ces personnels la qualité du cadre de vie des masses paysannes. Le médecin donnerait ^{ainsi} davantage de conseils aux consultants plutôt que prescrire une longue et coûteuse ordonnance de médicaments.

- 3. - Réforme de l'enseignement. -

La place de l'éducation au sens le plus large du terme doit être prépondérante de la maternelle au certificat d'études : introduction aux programmes d'enseignement de "leçons de choses" ou d'hygiène corporelle, vestimentaires et du milieu. La morale et le civisme ne feront pas défaut. On doit utiliser la grande influence de la maîtresse du jardin pour inculquer aux tous petits la notion de propreté. C'est pourquoi les responsables des jardins d'enfants doivent exercer une vigilance accrue afin que les tous petits ne soient pas confiés aux bonnes d'enfants de mœurs douteuses.

Les programmes du Primaire doivent conduire à la formation complète du jeune Ivoirien, perméable aux principes élémentaires de l'éducation pour la Santé.

Le secondaire comportera un chapitre des principales maladies transmissibles de notre pays : Ver de Guinée, Bilharziose, lèpre, tuberculose pulmonaire, choléra, pian, blennorragie et syphilis. Les jeunes connaîtront très sommairement les causes, les premiers signes et la prévention.

Un enseignement plus développé de l'hygiène du cadre de vie doit être poursuivi à l'Université.

- 4. - Réforme du Service Civique. -

Outre son rôle de défense de la Patrie, l'armée ivoirienne participe par son service civique, à l'éducation pour la santé. Malheureusement, le Service Civique qui a été hautement apprécié par la population ivoirienne pendant les trois premières années de son existence, s'est vite écarté de ses objectifs éducationnels de la jeune fille et du jeune homme ivoiriens pour évoluer presque uniquement vers l'Agriculture.

Le Service Civique, appelé dans d'autres pays "l'Ecole du Parti" doit participer à la promotion de la santé villageoise. Une réforme de ce service s'impose donc si l'on veut qu'il remplisse sa mission d'éducation des jeunes ruraux à partir des mots d'ordre du Parti.

- 5. - Réforme de l'Education Populaire. -

L'Education Populaire date de la Loi-Cadre. Créée à l'aube de notre indépendance, elle avait un but bien précis : l'émancipation des masses laborieuses analphabètes. Malheureusement, elle a été très tôt "tuée dans l'oeuf" au profit du port.

- 6. - Département de l'Environnement. -

Ses moyens restent très limités pour sauvegarder et améliorer la qualité de notre cadre de vie : salubrité de nos plages marines et lagunaires. Le jour où ces plages cesseront d'être des toilettes et des dépotoirs publics, le département de l'environnement aura atteint un grand objectif dans le domaine de l'Education Sanitaire.

- 7. - L'Information. -

La Radio Nationale joue un rôle capital dans la promotion de la santé à travers ses émissions de la Coupe Nationale du Progrès. Malheureusement, cette dernière est trop axée sur le développement économique.

A l'instar de la publicité radiophonique en langues nationales, on peut faire passer des slogans éducationnels relatifs à l'hygiène de l'eau, hygiène individuelle, collective et alimentaire. Exemples : ne pas cracher à terre dans les lieux publics, ni consommer des mets avariés.

Il en est de même de la télévision, puissant outil d'éducation sanitaire qui a fait d'énormes progrès en Chine et dans certains pays africains.

III - C O N C L U S I O N

Au terme du survol des structures organiques qui participent à la promotion et à l'essor de la santé, à son support éducatif, on peut avancer que l'éducation pour une meilleure santé des Ivoiriens, n'est pas encore entrée dans les habitudes de certaines couches sociales. On est alors tenté de déduire que la responsabilité de ce constat troublant incombe à notre système d'enseignement qui n'a pas fait de place à l'éducation de l'individu (morale, leçons de chose et d'hygiène, civisme).

Tous les organismes "éducatifs" en particulier le service civique et l'éducation populaire qui devaient servir de support à la promotion et au développement de l'éducation sanitaire n'ont pas fonctionné avec bonheur. Ils ont été détournés de leur objectif réel. Leur bilan après 22 années d'existence est décevant dans le domaine de l'éducation de la masse rurale. Or, ils doivent servir de toile de fond aux soins de santé primaires conçus par l'O.M.S. pour la meilleure santé de l'homme en l'An 2000.

Cette analyse de la situation sanitaire en Côte d'Ivoire nous permet de formuler les recommandations suivantes :

- 1) - L'éducation pour la santé ne doit pas être du seul ressort du Ministère de la Santé publique, mais de toute la Communauté Nationale, c'est-à-dire du Gouvernement de la République.
- 2) - L'éducation sanitaire doit être permanente et non une opération temporaire limitée dans le temps.
- 3) - Pour que l'éducation sanitaire entre dans les mœurs de la population, il faut une Ecole Nouvelle dont les programmes d'enseignement maternel et primaire doivent avoir un volet éducatif.
- 4) - Le Parti Unique doit avoir un droit de regard sur l'éducation des enfants.

5) - Le Service Civique, l'Education Populaire et l'Extra-Scolaire doivent être des prérogatives du Parti à défaut, ils doivent appartenir à un même organisme.

6) - Les soins de santé primaire doivent reposer sur le Service Civique et l'éducation populaire. Les anciens du Service Civique peuvent être utilisés pour organiser et animer les centres des soins primaires dans les villages.